

Les Fondements Socio-Psychologiques et Identitaires De L'enseignement Du Français Langue Étrangère Et Implications Pour L'enseignement De Traduction Professionnelle Au Cameroun

Jean-Richard DONGHO*

École Supérieure de Traducteurs et Interprètes (ASTI), Université de Buea, Cameroun

*Corresponding Author: Jean-Richard DONGHO, École Supérieure de Traducteurs et Interprètes (ASTI), Université de Buea, Cameroun

Abstract: At a time when the identity crisis continues to rage in the English-speaking part of Cameroon, the bulk of research in language teaching and translation still focuses on the analysis of behavioral acts of the teaching/learning situation in language education. However, this strictly didactic-pedagogical perspective remains closely dependent on their environment - the tree that prevents from seeing the forest (Stern, 1989: 211). However, these pedagogical interactions are subjected to the insidious influence of a host of determinants operating outside the classroom within the program, inside and outside the host institution and in the sociolinguistic, economic and technological contexts of the institutions and programs of education and training. The article draws on social psychology and the systems view of training and education programme to explore this invisible part of the iceberg. It presents and explains the socio-political and cultural factors which have, over time, conditioned the attitudes and perceptions of the Cameroonian English-speaking community towards French; then highlights the impact and implications on the teaching/learning of French as a foreign language as well as translation in Cameroon.

Keywords: Official bilingualism, attitudes towards French, education and training programmes, Anglophone question

1. INTRODUCTION

Le Cameroun a adopté l'anglais et le français comme langues officielles depuis les indépendances. En 50 ans, la nation camerounaise est passée de deux États fédérés à La République Unie et à La République tout court. Cependant, la politique linguistique du pays ne semble pas avoir suivi, *stricto sensu*, ces mutations politico-administratives. En effet, l'absence d'une base constitutionnelle pour le bilinguisme individuel accorde un double statut à chacune de ces deux langues officielles. Ainsi, Le français est première langue officielle en zone francophone et deuxième en zone anglophone. Le bilinguisme comme politique (anglais *policy*) se déploie dans le domaine linguistique à travers l'enseignement des langues d'une part et la traduction professionnelle et son enseignement d'autre part. La relation symbiotique des deux sous-branches de la politique linguistique met en jeu les intérêts culturels et identitaires et les attitudes de nombreuses parties prenantes. Cette loyauté linguistique des individus et les communautés Anglophones et des Francophones constituent la main invisible mais réelle dans la mise en œuvre des projets curriculaires en zone anglophone. Il importe, pour commencer, d'opérationnaliser les concepts clés de l'étude.

2. CADRE THEORIQUE ET CONCEPTUEL

Les concepts structurants de la présente communication sont de deux ordres, à savoir les attitudes linguistiques et l'analyse des besoins.

2.1. Attitudes Linguistiques

L'attitude est un phénomène psychologique complexe qui ne fait pas l'objet de consensus immuable de la part des psychologues. À la vérité, le terme 'attitude' brille par son ubiquité. L'usage même spécialisé éprouve de la peine à le différencier des opinions adoptées et représentations, des croyances et mythes, des stéréotypes et perceptions, des jugements et tendances, qui poussent à un

comportement. Si la majorité des théoriciens l'utilisent pour désigner une réaction individuelle à un objet ou à une classe d'objets, les attitudes s'identifient généralement par rapport à un certain nombre de composantes notamment les croyances envers l'objet, le sentiment négatif ou positif envers l'objet, et le comportement envers l'objet (Seuren (1981: 116). Si le sujet peut être un individu ou un groupe social, l'objet psychologique ne peut être qu'un attribut ou une caractéristique appartenant à une entité collective – symbole, institution, phrase, langue ou aspect d'une langue. En tant que penchants, les attitudes relèvent du subliminal, défont souvent les principes de rationalité et ont tendance à rester conservateurs et uniformes à travers une communauté de locuteurs. L'attitude est un concept indispensable dans l'explication du comportement social et une notion nécessaire dans l'explication des réactions devant une tâche. La sociologie du langage et la psychologie sociale considèrent les attitudes envers les locuteurs d'une langue comme faisant partie des attitudes linguistiques.

S'inspirant du management, l'analyse des besoins identifie entre autres éléments de la logique des programmes les attitudes, perceptions et représentations de la communauté-cible. Cette étape s'avère incontournable dans la conception, la réalisation, l'évaluation, la refonte ou la fermeture des programmes éducatifs (Dongho, 2014). Bien que faisant partie de l'environnement les attitudes ainsi identifiées ont un impact réel sur les composantes internes du programme. La présente communication invoque le concept d'attitude dans son acception la plus étendue pour explorer la mémoire collective et le subconscient collectif de la communauté anglophone. En plus de mettre en lumière certains facteurs susceptibles de faciliter ou de compliquer la tâche à tous les acteurs et maillons du système d'enseignement du FLE (Français Langue Étrangère) et de la traduction professionnelle au Cameroun.

3. QUELQUES DETERMINANTS DE LA PENETRATION DU FRANÇAIS EN ZONE ANGLOPHONE

Le bilinguisme du Cameroun vient de la bipartition du pays entre la France et la Grande-Bretagne suite à la défaite de l'Allemagne à la Première Guerre mondiale. Le mandat de la SDN autorise alors la Couronne britannique à administrer la *Southern Cameroons* comme faisant partie intégrale du Nigeria. Cette portion du territoire accède à l'indépendance le 1^{er} octobre 1961 en décidant de se rattacher à la partie orientale. En plus de la différence culturelle liée aux deux systèmes coloniaux, les Anglophones camerounais avaient déjà, au bout de 40 ans de communion avec le Nigeria, développé un sentiment national et une phobie de la domination (Nkwi, 2004 :186). En dépit des promesses d'égalité, l'union semble chevillée soit sur une erreur de traduction, soit sur un dialogue de sourds entre les représentants des deux communautés linguistiques et politiques. De toutes les façons,

Whatever Ahidjo meant by equal status and whatever Foncha understood in that parlance, it was not all realistic to expect that East Cameroon and West Cameroon could be equals by any parameters. French Cameroon was already an independent and sovereign state with its motto, national anthem and member of the United Nations in 1960 while the southern Cameroons lacked all these instruments of sovereignty (Nkwi, 2004:189).

[Quel que soit l'entendement qu'avait Ahidjo de la notion d'égalité de statut et quelle que fut la compréhension qu'avait Foncha de ce discours, envisager toute possibilité d'égalité entre le Cameroun occidental et le Cameroun oriental, quel que soit le paramètre, revenait à manquer de réalisme. Le Cameroun francophone était déjà indépendant avec une devise, un hymne national et était déjà membre des Nations unies tandis que le Cameroun occidental ne possédait pas ces instruments de souveraineté] (c'est nous qui traduisons).

À ces facteurs locaux s'ajoutent les attitudes et comportements de la communauté francophone nationale et internationale, mais aussi l'insertion du français et l'anglais dans le monde contemporain. Comme le rappelle fort opportunément Yaguello (1988), le prestige d'une langue est fonction de sa vitalité construite à travers l'histoire en termes d'impérialisme économique, politique et culturel. Cette visibilité dépend, elle, de la valeur marchande de cette langue du point de vue des opportunités (emplois, formations, affaires, formations, etc.) qui se présentent aux locuteurs de la langue cible. Face à la déferlante de l'anglais sur le plan international, elle fait le pari suivant : « Que l'aide des États-Unis se substitue à celle de la France et en moins d'une génération, toutes les élites [francophones] parleront anglais... ! » (Yaguello, 1988:36). Cette alarme sonnée voici plus de deux décennies, prend toutes les allures de prophétie en ce début de millénaire. On peut considérer que les inquiétudes de l'universitaire étaient fondées car la mise en garde fut prononcée quelques années plus

tard par Bernard Debré (1988), personnalité bien connue du monde politique français, et surtout ancien ministre de la Coopération. « Dans moins de dix ans, les Africains parleront anglais, la technologie qu'ils emploieront sera américaine, leurs élites seront formées aux EU, nous resteront quant à nous coupés de nos racines africaines, recroquevillés sur une Europe frileuse, incapable d'être une puissance écoutée ».

Une telle situation ne peut tenir que de l'attitude désinvolte de la France et de la Francophonie face à ces zones et communauté linguistiques à convertir ou à conquérir. Chaudenson (2003:295-7), ce cassandre autoproclamé de la francophonie voit s'assombrir l'avenir de la langue française dans le monde en général mais plus spécialement en Afrique. Ce déclin peut être attribué à ce qu'il considère comme « la rhétorique de la Francophonie » (Chaudenson, 2003:298). De son avis, les dirigeants politiques se jettent de la poudre aux yeux en évitant soigneusement de procéder à un recensement à la fois quantitatif et qualitatif des locuteurs du français sur la planète. C'est une telle unité de mesure qui devrait servir de base objective pour l'établissement ou le renforcement des relations sur les plans national, bilatéral ou multilatéral. En l'absence de ces données concrètes, la France continue de se complaire dans son ancien statut de puissance coloniale, diplomatique et économique, aura qui s'est réduite comme peau de chagrin avec l'avènement de la mondialisation. Les événements internationaux ayant contribué à dégrader la popularité du français en Afrique coïncident avec les événements fondateurs de la mondialisation : la chute du bloc soviétique, le retour en force de l'Afrique du Sud postapartheid sur la scène internationale, et la dévaluation du franc CFA intervenue en 1994. Ces facteurs externes viennent s'ajouter à la prévalence dans la majorité des pays africains francophones, de systèmes qui privilégient l'élite au détriment des masses. Le silence complice qui caractérise l'attitude de la France face au déficit de démocratie de ces anciennes colonies déteint sûrement sur la perception de la langue française au sein de ces communautés anglophones.

Dans les pays en développement comme le Cameroun, la pénétration du français en zone anglophone rurale est encore plus limitée. Dans ce contexte de rognage du pré-carré linguistique, il importe, il urge, pour l'État du Cameroun comme pour l'Action culturelle française, de repenser la politique de diffusion du français en zone anglophone au Cameroun. Le modèle du *Peace Corps* américain et les autres politiques calquées sur le marketing de proximité pourraient servir d'exemples¹. Pour l'instant, les actions ciblant les besoins des communautés locales, susceptibles de changer la perception du français dans ces régions, font encore défaut.

D'une autre part, les récentes évolutions en matière de politique linguistique ne semblent pas non plus favoriser le français. L'entrée en vigueur de la Constitution de 1996, la loi sur la Décentralisation de 1998 et la loi sur l'Orientation de l'Éducation au Cameroun de 2004 accordent une visibilité renouvelée aux langues locales. En plus de cette reconnaissance politique, les conséquences de la crise en R.C.A. et la guerre contre la secte islamique Boko Haram montrent à suffisance la pertinence de certaines, sinon de toutes les langues locales dans les domaines de souveraineté que sont la défense, la sécurité et la sûreté de l'État. Jadis reléguées au rang de langues non-officielles, les langues comme le hausa, le kanuri, le fulfulde, le sango, le lingala et le fang, entre autres langues frontalières, revêtent désormais une importance stratégique indéniable. À cette liste devrait s'ajouter la présence prédatrice du *Cameroon Pidgin English* dans la zone anglophone du Cameroun.

L'admission du Cameroun comme membre à part entière du Commonwealth a ouvert aux Anglophones et aux Francophones camerounais un monde d'opportunités en termes de mobilité, de formations et d'emplois. Ce changement politique a entraîné à son tour ce qu'il est désormais convenu d'appeler la ruée vers l'anglais au sein de la communauté francophone. En dépit de la différence culturelle et de la fierté des Francophones, les internats des établissements des régions anglophones du pays regorgent d'élèves originaires des régions francophones. La tendance est similaire dans les centres linguistiques où l'anglais tient le haut du pavé, suivi par l'allemand, tandis que le français n'arrive qu'en troisième position. Cette volte-face peut s'interpréter de diverses manières ; la plus visible demeure cette victoire symbolique mais provisoire de la minorité sur la majorité.

Aux premières heures de la Fédération, le prestige était du côté du français. Sur le plan éducatif, il existait une passerelle entre les deux systèmes éducatifs : une fois au bout de leur cycle primaire, les Anglophones étaient reçus au Cours élémentaire dans les écoles francophones. Parallèlement,

¹Surtout avec la mise en œuvre effective de la politique de Décentralisation

l'anglais n'avait pas sa cote actuelle, car il l'était difficile pour les fiers francophones de s'identifier voire de se rabaisser au niveau des sous-fifres d'*anglofool*, de « Bamenda », ou des « gens qui réfléchissent à gauche ». La moins visible mais plus insidieuse des implications du revirement actuel reste le fait que, dans un avenir proche, il deviendra plus difficile de déterminer qui est vraiment Anglophone que d'identifier les non-francophones. Du coup, l'énigmatique « 11ème province », constituée des camerounais ayant acquis le « statut » d'Anglophone à travers l'éducation, et non de par leurs racines tribo-ethniques. Ainsi, ne devraient pas aspirer à la part anglophone du gâteau national – à la part francophone non plus - certaines figures marquantes de la zone anglophone telles que Martin Njeuma, Victor Julius Ngoh, et Francis Wete, respectivement issus de parents Basa, Beti et Bamileke, mais anglophones par l'éducation, la culture et l'exercice de leurs métiers respectifs (Percival, 2008 :2). D'ailleurs, le passage en novembre 2008 dans la terminologie administrative du terme 'Province' à celui de 'Région' n'a-t-il pas consacré la disparition symbolique de cette hypothétique entité ? Sur le plan de la réalité sociologique, les avancées sur les terrains de la mobilité et de la mixité entre Anglophones et Francophones sur l'ensemble du territoire national, en plus des progrès en matière de bilinguisme officiel devraient transformer cette minorité doublement marginalisée en une relative majorité dans un avenir pas très lointain.

La communauté anglophone a-t-elle la même lecture des événements actuels ? A-t-elle seulement pris la mesure du risque que représente le monolinguisme pour une communauté linguistique dans un contexte national et international multilingue ?

4. PART DE LA QUESTION ANGLOPHONE

Comme le précise le philosophe camerounais Marcien Towa (1963:87), un peuple porte toujours les marques durables de son histoire ou de sa situation. En d'autres termes, les nations, en tant que sociétés déterminées, distinctes, sont closes, ayant chacun son système de valeurs particulier, ses haines et ses aspirations particulières. La communauté anglophone du Cameroun tient à ses valeurs distinctives. Des concessions ont été faites sur nombres de surfaces dont l'administration, le droit et la justice. Le sous-système éducatif anglophone est le domaine où très peu a été cédé. Pour ne rien arranger, l'attrait qu'exerce ce sous-système sur la population francophone depuis les années 95 semble consacrer, aux yeux de la communauté anglophone la supériorité de leur culture. En plus du statut de *lingua franca* internationale, l'anglais reste la langue de l'émigration, des bourses à l'étranger, et de bien d'autres opportunités. Dans un monde en pleine décadence morale et idéologique, le système d'internat et la rigueur de son code de conduite sont des atouts que n'offre pas le système francophone. Pourtant ce sous-système, comme tout autre, est loin d'un modèle de perfection. L'absence du Probatoire, la spécialisation précoce, l'absence des langues vivantes dans les programmes anglophones rendent les examens officiels apparemment moins compliqués.

D'un point de vue purement linguistique, la deuxième langue officielle reste obligatoire à travers le parcours de l'enseignement secondaire francophone alors que ce prérequis s'arrête à l'examen de fin du premier cycle anglophone. D'autre part, le système francophone offre davantage d'opportunités avec les autres langues vivantes telles que l'allemand, l'espagnol, l'italien qui tardent à rentrer dans le système anglophone. Par conséquent, la maîtrise des langues étrangères, un atout non pas seulement pour les professions langagières en cette ère de mondialisation, semble le maillon faible du système anglophone. C'est sur la base de cette comparaison que des voix comme celles d'Echu (2004) s'élèvent en faveur d'une intégration progressive des deux sous-systèmes. L'école est un espace de reproduction sociale mais aussi et surtout le moule de fabrication du citoyen. Les divergences en matière de vision du monde entre les Anglophones et les Francophones n'ont pas permis de définir ce système éducatif autonome et spécifique lui permettant de forger une identité spécifique. La création de classes bilingues dans les établissements secondaires conduisant à BEPC bilingue constitue des petits pas, certes, mais un pas décisif vers l'harmonisation tant souhaitée.

Dans un contexte de reconfiguration de la géolinguistique mondiale, il s'avère judicieux, de reconnaître que certaines des tensions entre communautés linguistiques relèvent d'un entremêlement et d'un entrecroc entre des forces et enjeux des communautés sur les plan interne et externe. L'impérialisme néocolonial s'ajoute désormais aux égoïsmes hégémoniques ou idéologiques nationaux et transnationaux. Du coup, les parties prenantes à la question linguistique du point de vue anglophone comprennent désormais la communauté anglophone locale, la très nombreuse diaspora, la

communauté anglophone internationale, etc. À ce sujet, le constat suivant Bamgbose (1991:15-16), établi il y a plus de deux décennies, reste détonnant d'actualité. En effet certaines des causes réelles de la division dans les pays africains n'ont rien à voir avec la langue. Ils comprennent l'exploitation de l'ethnicité par les élites aux fins d'avantages politiques ou économiques, la question du partage des ressources limitées qui débouche sur l'inévitable concurrence (pour les emplois, les postes de responsabilité, les infrastructures, etc.), le développement inégal, et parfois instigation externe sur la base de motifs idéologique, nationaliste ou religieux.

En plus de la peur morbide de l'extinction culturelle et de la marginalisation politico-économique (Nkwi, 2004:187), la question linguistique au Cameroun semble trouver sa racine dans la répartition du 'gâteau national' jugée inégale par la partie anglophone. Du point de vue des élites anglophones, la marginalisation est évidente dans la répartition des postes de responsabilité dans l'administration en général mais plus particulièrement des postes ministériels depuis les indépendances. Dans sa retentissante *Lettre à mon frère francophone*, AkereMuna (1995:11) sonne cette cloche en ces termes :

Imagine que tu aies un président anglophone et que jamais en 30 ans tu n'aies eu un francophone comme Secrétaire général, Directeur du Cabinet civil, ministre de la Défense, ministre de la Fonction publique, ministre de l'Urbanisme et de l'Habitat, ministre de l'Éducation nationale, Secrétaire d'État à la Sûreté nationale, Secrétaire d'État à la Défense, chargé de la Gendarmerie nationale, Délégué général à la Sûreté nationale, Directeur Général du CENER, Ambassadeurs en France, aux États-Unis, au Nigeria, ou jamais plus de trois secrétaires généraux dans les ministères et dans les sociétés parapubliques les plus prestigieuses.

La question du partage est d'autant récurrente que les élites anglophones voient en l'autonomisation financière de la région anglophone (Nkwi, 2004:188) une voie de sortie du problème anglophone. Cependant, on peut relever qu'un terme est soigneusement éludé dans les revendications somme toutes légitimes des Anglophones du Cameroun. Il s'agit de l'adjectif 'proportionnel'. Peut-être que la décentralisation, à son terme, apportera-t-elle une réponse à cette préoccupation.

5. ATTITUDES LINGUISTIQUES DE LA COMMUNAUTE ANGLOPHONE ENVERS LE FRANÇAIS

Les attitudes linguistiques des Anglophones varient au gré des événements marquant l'histoire du Cameroun et du monde mais aussi par rapport à la qualité et la durée des contacts avec le français et le monde francophone. Il importe de préciser que les attitudes identifiées et analysées ci-dessous sont celles des anglophones basés dans les deux régions officiellement anglophones du Cameroun.

Étudiant les attitudes et perceptions de la communauté anglophone du département du Fako, Région du sud-Ouest, Dongho (2006) met en lumière ces dispositions représentatives de la communauté anglophone basée dans ce territoire. Dans la majorité des enquêtes sur le bilinguisme au Cameroun, les répondants se déclarent généralement favorables au bilinguisme officiel au Cameroun. Ces répondants se disent attirés par la beauté de la langue française. Ce résultat corrobore celui de Mouchili (2005) effectué dans le nord-ouest et qui précise que cette attractivité passe par l'utilisation des qualificatifs les plus subjectifs tels que '*beautiful*', '*sweetsounding*', et '*romantic*'. Ces attitudes apparemment favorables tranchent avec la réticence constatée d'envoyer les enfants dans les écoles francophones de la région. En effet, la présence d'enfants de parents anglophones dans les quelques écoles primaires francophones du Fako est un fait particulièrement rare. Dans les villes de Tiko, Mutengene et Muyuka, seuls les enfants des ressortissants nigériens étaient inscrits. Ces derniers étant destinés à la gérance des commerces de leurs parents à la fin de leurs études primaires. En effet, en raison du monolinguisme familial, l'utilité de la connaissance du français n'est souvent ressentie par l'adulte qu'en situation professionnelle.

Par ailleurs, ces dispositions favorables aux sonorités du français cachent mal la perception tardive de l'utilité de cette langue parmi les Anglophones. Car en effet, apprendre une langue, de surcroît étrangère, et à un âge où le cerveau et les organes de la phonation ont perdu leur plasticité, prend toutes les allures d'une gageure. Aussi devrait-on se demander si ces adultes abandonnent le confort de leurs bureaux ou domiciles, sacrifient temps, énergie et ressources financières uniquement pour les 'beaux yeux' de la langue française. Dongho (2006:138) relève que la population des adultes qui s'inscrivent au Centre Linguistique de Buea est constituée de professionnels (42%) de tous les

secteurs et de tous les grades, des chercheurs d'emploi (34%) et des étudiants de l'Université soucieux de valider la Formation Bilingue en français (0,19%). Quoiqu'il en soit, la tendance reste à une maîtrise minimale du français. On peut en déduire que la majorité de ces adultes ne se mettent au français que lorsque cette langue représente soit une opportunité, si elle est acquise ; soit une menace réelle pour la carrière professionnelle, les affaires, les échanges et la mobilité sociaux, la réussite académique, les perspectives d'emploi ou d'expatriation, dans le cas où elle n'est pas maîtrisée.

Les attitudes envers le français comme langue officielle reflètent, par conséquent, l'amertume des Anglophones envers les thématiques qui ont émaillé le discours politique au Cameroun depuis les indépendances - Réunification, Unité nationale et Intégration nationale. La nostalgie du passé culturel perçu comme idéal et la douleur de la promesse non tenue de l'égalité ont fini de pousser les Anglophones à regretter le choix de la *Southern Cameroonians* de se remettre avec La République plutôt que de rester ce grain de sable dans l'océan de la fédération nigérienne. Ce ressentiment largement répandu dans la communauté anglophone nationale et plus encore dans la vaste diaspora, se transmet en héritage, intact, d'une génération à l'autre, et d'une sphère d'activité à l'autre. L'observation de la cartographie des professions et corps de métiers au Cameroun révèle une tendance à la singularisation, au sein de chaque communauté de pratique, des professionnels d'origine anglophone. À titre d'exemple, Il existe en dehors du Barreau du Cameroun, un autre regroupement d'avocats anglophones. Il en est des journalistes, comme des enseignants du secondaire, et des traducteurs et interprètes, etc. L'émotion qui entoure cette question anglophone en fait soit une pomme de discorde, soit un tabou parfois au sein même de la communauté anglophones entre les 'radicaux' et les 'modérés'.

Les parents vivent l'enseignement, et par conséquent l'obligation pour les enfants d'apprendre le français à l'école, à la fois en tant que matière d'enseignement et langue d'enseignement comme une contrainte, une injustice voire une menace (Dongho, 2006:99 et 152). D'un point de vue socio-affectif, la motivation de ce groupe d'apprenant demeure exclusivement instrumentale. C'est dire, pour le rappeler, qu'au vu de l'altérité ambiante, les anglophones n'éprouvent que peu d'admiration pour la communauté francophone et n'expriment aucun désir d'appartenir à la communauté francophone nationale ou internationale. Les stéréotypes ne manquent pas : le Francophone c'est le *French man*, littéralement un étranger ; le *frog* ; cette image utilisée par les britanniques pour désigner les Français est en contexte camerounais, une métaphore de la duplicité, et par conséquent l'incarnation même de la corruption endémique qui gangrène le pays, de la décadence morale, de la maladresse et du désordre. Ainsi,

Nombres d'Anglophones revendiquent une identité anglophone [...] et ce faisant les stéréotypes prennent le pas sur l'analyse froide de la situation [réelle]. Tous les maux dont souffre la région anglophone, constituée, pense-t-on là-bas, de gentlemen « pacifiques », « patients et tolérants », sont le fait des Francophones, plutôt « barbares », peu recommandables et incapables de s'adapter à la société policée (Kom, 2000:28).

D'un point de vue psychologique, l'apprentissage réussi d'une langue étrangère suppose une prise de risque extrême : non seulement à accepter l'autre, mais aussi à se livrer tout nu à sa vue ! Cette insécurité permanente qui caractérise le bilingue s'accommode mal d'appréhensions encore moins de suspicions. La communauté locale rejette en bloc les caractéristiques et valeurs rattachées au monde francophone notamment, le système linguistique jugé trop compliqué, le système éducatif jugé trop contraignant ; le système politique jugé de liberticide ; un appareil administratif et policier perçu comme hyper centralisé et trop répressif (Dongho, 2006:101-5).

Le monolinguisme auquel les attitudes de la partie anglophone tend à s'enfermer comporte de sérieux risques ; à la fois pour les individus, les communautés anglophone et francophone et la nation sur tous les plans. Si la partie anglophone compte à peu près 20% de la population du Cameroun, la langue française permet *a priori* à cette minorité d'accéder à un surcroît du marché national mais aussi aux marchés des sous régions Afrique centrale et Afrique occidentale. En outre, la régression du français en zone anglophone et à la ruée vers l'anglais par les Francophones dans le même espace national commun risque d'aboutir, à la longue, à la montée du sentiment d'insécurité de cette minorité. Sur le plan éducatif, ces attitudes ces sentiments se profilent derrière les tensions qui entourent les processus d'évaluation du français à tous les niveaux d'étude, l'utilisation comme langue d'instruction dans

divers programmes de formation et dans les examens officiels ainsi que les enjeux autour de la traduction des épreuves desdits examens. Marquons un arrêt sur la traduction et la formation du traducteur au Cameroun pour illustrer cet impact.

6. IMPACT SUR LE LA TRADUCTION ET L'INTERPRETATION AU CAMEROUN

Dès l'année 2006, l'espace de l'enseignement supérieur du Cameroun s'est ouvert à l'initiative privée. En dépit de la concurrence et de l'inévitable massification consécutive à la privatisation de ce segment du marché de la formation, l'École Supérieure des Traducteurs et Interprètes de Buea continue d'offrir le meilleur rapport qualité-prix de la formation des traducteurs et interprètes au Cameroun voire dans la sous-région (Dongho, 2019). Cependant, c'est grâce à l'intervention des autorités étatiques et universitaires qu'une certaine parité est maintenue entre les deux communautés linguistiques à l'entrée. Et ce pour les trois cycles que compte désormais l'école – Licence, Master et Doctorat. Contrairement au principe de la langue maternelle (*Mother Tongue Principle*) qui exige que le traducteur professionnel n'opère que dans première langue de travail (Langue A), l'ASTI recrute sur la base d'épreuves à part mais, une fois admis, anglophones et francophones forment un seul groupe à compétences multiples et reçoivent les mêmes enseignements et évaluations en français et en anglais. Le constat à établir dans ce contexte d'inclusivité reste que concernant la performance générale, le taux d'échec est généralement plus élevé chez les Anglophones. Cette différence peut également se lire dans les résultats définitifs présentés par ordre de mérite. De la trentaine des promotions déjà livrées sur le marché de l'emploi par la Division de la Traduction depuis 1987, moins de 5 promotions ont connu comme major un Anglophone (Dongho, 2015:301-2).

Deux mises au point s'imposent. Premièrement, la traduction professionnelle requiert un certain degré de maîtrise et d'ouverture aux langues et cultures étrangères. La décision de faire de la traduction son gagne-pain signifie que l'individu a plus ou moins transcendé le rejet constaté plus haut. L'enseignement de la traduction reste, par conséquent, un important facteur d'intégration nationale au Cameroun. D'ailleurs, l'une des missions de l'ASTI n'est-elle pas d'apporter un appui scientifique à la promotion du bilinguisme officiel (PRC, 1985:3)? Deuxièmement, en plus de ne point signifier que les élèves-traducteurs anglophones sont fondamentalement inférieurs, les difficultés des apprentis traducteurs anglophones peuvent s'attribuer à d'autres facteurs. L'enseignement des langues n'y ayant pas la même place que dans le sous-système francophone. Le problème est d'autant sérieux que les autorités de l'ASTI sont obligées d'organiser des cours de renforcement linguistique en marge des cours de traduction. Cette baisse notoire de la qualité et des standards de formation semble durer. En effet, la ruée vers l'anglais par les francophones aboutit quelque part à une maîtrise approximative des deux langues officielles par une majorité de candidats se réclamant de la combinaison Anglais A – Français B. Ce semilinguisme constitue un péril pour une profession assise sur la parfaite maîtrise des langues de travail.

Dans un contexte camerounais marqué par la déprofessionnalisation et un certain désordre du marché savamment toléré – les traducteurs et interprètes diraient orchestrés - par le système étatique (Ategha, 2014:3), en plus de l'avènement de la traduction neuronale (Dongho, 2020), le marché de la traduction en général mais davantage les combinaisons anglais-français/français-anglais font l'objet d'une concurrence tenace de la part des bilingues n'ayant reçu ni formation ni aucune accréditation préalables. En effet, les bilingues se sentent et se savent traducteurs et envahissent une bonne partie du marché local. Loyale ou pas, cette concurrence ne semble pas prête à disparaître. En cette ère de mondialisation, la traduction est devenue plus une activité de gestion pragmatique de l'information multilingue qu'un exercice ou une opération sur la face linguistique des messages. En plus de la nature de la traduction, une autre cohorte de facteurs locaux milite en la faveur de la déprofessionnalisation en contexte camerounais, notamment : la faible régulation du secteur de la traduction, l'accès à l'information facilité par la maîtrise des TIC, le bilinguisme croissant de l'enseignement supérieur, le manque d'opportunités d'emploi pour les diplômés, et le faible investissement requis pour le démarrage de l'activité. En plus de proposer des services de qualité commercialisable en leur langue B, les traducteurs et interprètes francophones peuvent toujours étendre leur combinaison linguistique en exploitant l'une des langues passives étudiées au secondaire voire à l'université. Une fois encore, le sous-système éducatif demeuré rétif à l'introduction des langues vivantes étrangères dans les enseignements secondaires n'y a pas préparé le traducteur/interprète anglophone.

Le Cameroun s'est illustré relativement tôt dans la traduction et l'interprétation avec la formation des cadres de ces corps de métiers, en envoyant ces ressortissants se former à l'étranger avant la Camerounisation dans les années 1980 de la formation des cadres. Avec le retour de cette main habile au pays, le Cameroun a longtemps été la plaque tournante dans le domaine de la traduction en langues européennes en Afrique. Au plus fort de la crise, la traduction et l'interprétation de conférences étaient l'une des sources de devises étrangères au Cameroun. On en voudra pour preuve la présence des traducteurs et interprètes camerounais sur les 5 continents et le monopole des générations de cohortes de traducteurs et d'interprètes camerounais dans les organisations internationales en Afrique. Aujourd'hui, le Ghana et le Sénégal se positionnent comme des places fortes de la traduction en anglais et en français, respectivement, en Afrique au détriment du Cameroun. Le marché jadis acquis aux traducteurs camerounais se réduit avec les initiatives de formation des anciens donneurs d'ordre que sont les pays de la sous-région et les organisations internationales.

7. CONCLUSION

L'enseignement du français en zone anglophone ainsi que celui de la traduction professionnelle doivent composer avec un environnement socio-affectif des plus complexes pour ne pas dire vicié. Le système constitué par les déterminants environnementaux des situations d'enseignement-apprentissage des professions langagières comme facteurs à intégrer dans l'ingénierie des programmes de formation implantés ou existant au Cameroun. En plus de la pauvreté naturelle liée au caractère exolingue de la situation d'enseignement, ces acteurs sont sujets à tout un arsenal des préjugés et stéréotypes défavorables à l'endroit du français et des valeurs culturelles du monde francophone, mais aussi victimes depuis les indépendances, des calculs politico-mercantiles des élites Anglophones et des Francophones à la base de la crise dite anglophone. Les pertes et les risques liés à ces attitudes négatives sont énormes pour toutes les parties concernées - décideurs politiques, concepteurs et évaluateurs des programmes éducatifs, administrateurs des programmes, enseignants, apprenants, chercheurs d'emploi, parents, employeurs, etc., mais aussi d'autres secteurs névralgiques de la vie nationale.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- [1] Ategha, Alphonsius. 2014. « La Déprofessionnalisation des métiers de la traduction et de l'interprétation au Cameroun ». Disponible sur www.icicemac.com consulté le 24 septembre 2015.
- [2] Bamgbose, Ayo. 1991. *Language and the Nation: the Language Question in sub-Saharan Africa*, Edinburgh, Edinburgh University Press for the International African Institute.
- [3] Chaudenson, Robert. 2003. « Geolinguistics, Geopolitics, Geostrategy; the Case of French ». Maurais, Jacques and Morris, Michael. 2003:291-297. Cambridge. Cambridge University Press.
- [4] Coste, Daniel. 1994. « La Mémoire courte : La didactique à distance de 20 ans ». Adam, Jean-Michel et al. (1994) *Vingt ans dans l'évolution de la didactique des langues (1968-1988)* pp. 5-12. Paris. Langues et Apprentissage des Langues LAL, Hatier, Didier.
- [5] Debré, Bernard. 9 février 1998. *Le Figaro*. « Plaidoyer pour l'Afrique ».
- [6] Degreve, Renaud. 2013. « Quelles spécificités pour l'enseignement du F.L.E. à un public de demandeurs d'asile, de réfugiés et de mineurs isolés étrangers ? » Mémoire de Master 2ème année professionnelle, Mention Sciences du Langage Spécialité Français Langue Étrangère, Année universitaire 2012-2013, sous la direction de Cyrille Trimaille, Université de Stendal Grenoble 3. Disponible sur http://dumas.ccsd.cnrs.fr/docs/00/87/16/33/PDF/DEGREVE_Renaud_M2P_FLE_2013.pdf consulté le 9 mai 2014.
- [7] Dongho, Jean-Richard. 2006. "The Attitudes of the Anglophone Speech Community towards English-French Bilingualism in Cameroon. A Case Study of Fako Division", Université de Buea, Mémoire de M.A., École Supérieure des Traducteurs et Interprètes (ASTI), inédit.
- [8] Dongho, Jean-Richard. 2014. "Needs Analysis for Translator Education in Cameroon: A Case Study of the Advanced School of Translators and Interpreters (ASTI), University of Buea, Cameroon". Résumé de la Thèse de PhD en cours, *Interpreter and Translator Trainer*, Vol.8, No 3, (2014: 495-496). Routledge, Londres, Taylor and Francis Group, mis en ligne le 13 décembre 2014, disponible à l'adresse [dx.doi.org/10.1080/1750399X.2014.972034](https://doi.org/10.1080/1750399X.2014.972034).
- [9] Dongho, Jean-Richard. 2015. "Needs Analysis for Translator Education in Cameroon: A Case Study of the Advanced School of Translators and Interpreters (ASTI), University of Buea, Cameroon". Thèse. En cours. Sous la direction de Prof Suh Joseph Che et Prof Emeritus Sammy Beban Chumbow. Faculté des Arts, Université de Buea.

- [10] Dongho, Jean-Richard. 2019. Organizational Learning in the Cameroonian Translator Education Market, *Rethinking Language and Literature in a Changing World*, (2019), Chapter Eight, pp. 196-214, Ngeh, A. and Nana, G. (eds.), Cambridge Scholars Publishing, Cambridge, UK.
- [11] Dongho, Jean-Richard. 2020. Fully Automated High-Quality Translation (FAHQT) and its Implications for Translator Education Programs, *African Journal of Social Sciences*, Vol. 11, Number 5, June 2020, 101-121, Environmental and Social Science Research Centre, Buea, Cameroon.
- [12] Echu, Georges. (2004). « The Language question in Cameroon ». *Linguistik Online* 18(1) :19-33. Disponibles sur http://www.linguistik-online.com/18_04/echu.html. Consulté le 27 avril 2015.
- [13] Kom, Ambroise. 2004. *La Malédiction francophone. Défis culturels et condition postcoloniale en Afrique noire*. Yaoundé. Littérature des Peuples Noirs/African Peoples Literature. Coédition Clé.
- [14] Lugan, Jean-Claude. 2005. « Approche systémique des organisations de formation : Théories, modélisation et applications ». Cours disponible en ligne à http://foad.refer.org/IMG/pdf/Approche_syste_mique_des_organisations.pdf consulté le 10 mai 2014.
- [15] Mounchili, Salomon. 2005. « L'Échec de l'adulte camerounais dans l'apprentissage du français ». Mémoire de M.A. en TOEFL, Faculté des Arts, Université de Buea, inédit.
- [16] Maurais, Jacques et Morris, Michael. ed. 2003. *Languages in a Globalizing World*. Cambridge. Cambridge University Press.
- [17] Muna, Akere. 1995. « Génération hors-série ». Lettre à mon frère francophone. No 1. 25-31 janvier 1995.
- [18] Ngoh, Victor Julius. 2004. *Cameroon: From a Federal State to a Unitary State. A Critical Study*. Limbe. Design House.
- [19] Nkwi, Walter Ngam. « The Anglophone Problem ». Ngoh, Victor Julius. 2004:185-226. Limbe. Design house.
- [20] Percival, John. 2008. *The 1961 Plebiscite: Choice or Betrayal*. Mankon Bamenda. Langaa Group.
- [21] PRC. Présidence de la République du Cameroun. 1985. Arrêté No 551/CAB/PR Du 07 aout 1985 portant création et organisation de l'École Supérieure des Traducteurs et Interprètes du Centre Universitaire de Buea.
- [22] Richerich, Rene. 1994. « A propos des programmes ». Adam, Jean-Michel et al. 1994. *Vingt ans dans l'évolution de la didactique des langues (1968-1988)*, 175-192. Paris. Collection Langues et Apprentissage des Langues LAL, sous la direction de Daniel Coste. Hatier, Didier.
- [23] Stern, H.H. 1996. *Fundamental Concepts in Language Teaching*. Oxford and New York. Oxford University Press.
- [24] Stern, H.H. 1989. "Seeing the Trees AND the Wood: some Thoughts on Language Teaching Analysis", *The Second Language Curriculum*, edited by Johnson, Robert Keith. Cambridge, New York. Cambridge University Press, Cambridge Applied Linguistics.
- [25] Seuren, Peter. 1984. *Applied Linguistics and the Learning and Teaching of Foreign Languages*. London. Edward and Arnold.
- [26] Towa, Marcién. 1963. « La Fonction normale de l'école dans la nation ». *ABBIA* No 2, 75-83. Yaoundé.
- [27] Yaguello, Marina. 1988. *Catalogue des idées reçues sur la langue*. Paris, Seuil.

Citation: Jean-Richard DONGHO. "Les Fondements Socio-Psychologiques et Identitaires De L'enseignement Du Français Langue Étrangère Et Implications Pour L'enseignement De Traduction Professionnelle Au Cameroun " *International Journal of Humanities Social Sciences and Education (IJHSSE)*, vol 8, no. 8, 2021, pp. 147-155. doi: <https://doi.org/10.20431/2349-0381.0808014>.

Copyright: © 2021 Authors. This is an open-access article distributed under the terms of the Creative Commons Attribution License, which permits unrestricted use, distribution, and reproduction in any medium, provided the original author and source are credited.